



Communiqué de Presse

Mohamed LAQHILA
Député des Bouches du Rhône

Aix-en-Provence, le 06 Novembre 2018

Le Député des Bouches du Rhône a profité de la séance publique des Questions au Gouvernement pour rendre hommage aux victimes de la catastrophe survenue à Marseille. Il en a tenu à saluer le travail de nos forces de l'ordre et de sécurité et d'interpeller le Premier Ministre sur la situation d'urgence face à laquelle se trouvent les marseillais depuis hélas trop longtemps.

« M. le Premier Ministre,

En France en 2018 des immeubles s'effondrent en plein centre-ville.

A Marseille, 2ème ville de France, des gens meurent encore sous les décombres d'immeubles insalubres.

« **L'Horreur** » titrait aujourd'hui le journal *La Provence* après l'effondrement de trois immeubles dans un des quartiers les plus pauvres de la Ville.

Les dernières fouilles font état de trois corps retrouvés morts et le bilan risque hélas de s'alourdir.

Ayons d'abord une pensée pour les victimes et leurs proches touchés par ce drame.

Je tiens également à saluer le travail et l'intervention de nos forces de sécurité et de police, des marins-pompiers de Marseille et du SDIS, qui se sont mobilisés dès les premières minutes malgré des conditions très difficiles.

Mais cette catastrophe était-elle vraiment imprévisible ? Elus, logeurs, experts, tous vous diront qu'ils savaient que cela arriverait, car les immeubles s'écroulent comme des châteaux de cartes depuis 1960 à Marseille.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- **40 000 appartements** et près de **100 000 marseillais** seraient concernés par l'insalubrité et l'habitat dégradé.

- ET près de **6 000 des 20 000 copropriétés** phocéennes sont qualifiées de fragiles.

Vous avez annoncé les mesures prises par le gouvernement en faveur de la transformation et de la rénovation des propriétés vétustes.

Notre assemblée avait d'ailleurs voté dans la loi de finances pour 2018 le doublement de l'ANRU à hauteur de 10 milliards d'euros.

Alors pourquoi tant de lenteur ? Car il y a urgence, et la catastrophe d'hier à Marseille en est la preuve.

Combien de personnes devront encore être sacrifiées pour pousser les acteurs concernés à entreprendre rapidement des travaux de rénovation urbaine et les destructions d'envergure dans les territoires concernés ?

Quelles mesures d'urgence pour lutter contre ce fléau qui encore en 2018 en France, tue les plus démunis ? Il en va de la dignité de nos concitoyens !

Mohamed LAQHILA
Député des Bouches du Rhône